

Tribune socialiste

N° 352 / 14 DÉCEMBRE 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Collombert



**Confrontés
aux nouveaux
problèmes**

Christian Guerche

**Entretiens
F.L.N. - P.S.U.**

**Socialisme
et technocratie**

Serge Mallet

**La bataille
de l'espace**

David Bcublil

Le "Roi faim"

Emmanuelle Stein

Malaise régional et socialisme

Robert Lafont

Le débat est ouvert. L'agriculture précapitaliste meurt. Le choix reste maintenant entre une formule capitaliste où l'Etat prendra tous les risques et quelques-uns seulement assureront les responsabilités de direction et disposeront du profit, et une formule socialiste avouée où les exploitants, aidés par l'Etat, ayant renforcé leur organisation au niveau de la production comme à celui de la transformation

et de la commercialisation, ayant atteint enfin leur maturité culturelle et technique, s'assureront la maîtrise de leur activité professionnelle et de ses conséquences économiques. »

Ainsi s'expriment Robert Buron et ses collaborateurs dans la lettre mensuelle d'*Objectif 1972*. Il faut aujourd'hui du courage pour dire cela aux agriculteurs français. Mais l'heure réclame du courage. L'urgence presse le monde de la terre, et lui-

même par sa révolte balaye les faux-fuyants, décourage les solutions à demi. A ce désespoir en actes on ne peut opposer qu'un espoir difficile, qui heurte les habitudes de pensée du paysan, si longtemps flatté et berné, encore attaché à sa survie, alors qu'il n'y a pour lui de survie qu'à travers une promotion.

Encore faut-il s'entendre sur les conditions et les moyens de cette

(suite page 12)

□ LES POINGS SUR LES I Le règne du veau d'or

Les Beatles sont cotés à la Bourse de Londres. Les fesses de Bardot le sont dans toutes les Bourses du monde. Ce monde que nos frères ont fait et que leurs rejets d'aujourd'hui font est fondé sur le fric, le profit. Tout ce qui ne participe pas à cette mécanique gigantesque est refoulé du côté des ombres. De plus en plus impitoyablement, à mesure que les techniques s'accélèrent et que le rythme de vie use le matériel humain de plus en plus rapidement.

Ainsi, l'angoisse des cadres de 40 ans commence à déferler sur la France. Angoisse qui depuis fort longtemps déjà submerge les U.S.A. saisis par la folie du capitalisme. De luxueux hebdomadaires ont ouvert le dossier de ces élites qui, après 20 ans de bons et loyaux services rendus à la société du veau d'or, et d'obéissance à ses règles, se voient soudain mis brutalement hors du jeu.

Mais il y a pire encore. Il y a les vieillards. Qui dira la grande misère des vieillards de France, immuable. IV^e République ou gaullisme, la malediction a pesé et pèse sur eux : ils sont âgés, ils ne produisent pas, consomment à peine. Ils sont inutiles : au rebut !

Un exemple : une vieille dame, on va raser sa maison. Il faut qu'elle s'en aille. Tout son univers s'écroule. Où aller ? Les loyers sont élevés, les maisons de retraite (ignoble expression !) sont inaccessibles. Pas de place ou trop cher. Alors, elle attend au milieu des valises ficelées. Elle attend quoi ? Sûrement pas le socialisme !

L'O.R.T.F. libérale a permis à M. J.-M. Domenach, directeur de la revue *Esprit*, honnête homme curieusement fourvoyé dans le « gaullisme de gauche », d'évoquer cette tragédie dans son quart d'heure télévisé. Belle hypocrisie de nos dirigeants, en vérité !

Lesquels dirigeants feraient bien d'étudier et d'imiter ces sociétés dites « sauvages », « primitives », au sein desquelles le vieillard était considéré et respecté parce que reconnu comme étant dépositaire de la sagesse, de l'expérience humaine, gardien d'un trésor précieux.

Et nous, jeunes hommes fringants de gauche, qui serons un jour au pouvoir — si Dieu le veut ! — n'oublions jamais qu'en dernière vérité, nous sommes tous des vieillards en herbe.

André LAUDE

□ JOC : l'action continue

Après la réussite du rassemblement de juin dernier, il règne à la J.O.C. un climat d'enthousiasme auquel même les dirigeants ne s'attendaient pas. A la base, on voudrait recommencer « Paris 67 ». C'est, en définitive, une démonstration du besoin de se faire entendre, du besoin de bouger des jeunes. Mais à la J.O.C. on n'a ni la force ni les moyens de remettre ça tous les ans. D'autant qu'on n'a pas encore complètement exploité ce rassemblement : les cinquante mille enquêtes remontées sont encore dans les tiroirs faute d'argent. Comme la J.O.C. ne vit pas sur les quêtes des églises, elle fait le tour des ministères. Le bon M. Misoffe propose de prendre tous les frais à sa charge, à condition que lui soit donnée en échange l'exclusivité de la diffusion des résultats. Gentil, n'est-ce pas ?

Les jocistes voulant bouger, il s'ensuit qu'on a dû rectifier un peu le tir pour l'action prévue cette année. La J.O.C. met toutes ses forces dans la réalisation d'une vaste enquête sur les temps libres des jeunes travailleurs. Elle lance un slogan déjà connu mais qu'on avait un peu trop tôt rangé au rayon des vieux souvenirs : « Huit heures de travail, huit heures de temps libre, huit heures de sommeil. »

Cette enquête devrait normalement apporter un matériau de choix au combat ouvrier. Le champ d'action de la J.O.C. est assez vaste pour que l'on puisse avoir une vue d'ensemble sur la situation des jeunes ouvriers et sur les problèmes que posent leurs temps libres, notamment en ce qui concerne la durée des loisirs, les équipements, la culture.

L'intérêt de cette enquête augmente quand on sait qu'elle sera menée conjointement par les J.O.C. de dix pays d'Europe. Leurs responsables en dresseront un bilan commun au cours du prochain été. Et cet intérêt est encore multiplié, si l'on tient compte que l'ensemble des J.O.C. du monde auront réalisé cette enquête d'ici 1969.

Ce qui a dû, à cause de « Paris 67 », être ajouté en dernière minute à cette campagne, c'est la journée nationale d'action du 9 juin 1968. Ce jour-là, des milliers de jeunes travailleurs se rassembleront dans des meetings régionaux pour faire connaître ce que sont leurs temps libres et réclamer leurs droits. Compte tenu que la volonté et le degré d'enthousiasme actuels ne peuvent qu'augmenter, on peut s'attendre à des manifestations de grande envergure. □

□ Racisme : les experts de l'UNESCO

Le Père Arrupe, général de la Compagnie de Jésus, vient d'adresser une lettre aux huit mille jésuites des Etats-Unis pour les inciter à entreprendre d'urgence une action généralisée en faveur des Noirs américains. Ne mâchant pas ses mots, l'auteur ne se fait guère d'illusions sur la gravité de la crise raciale actuelle et sur la faiblesse des moyens possibles pour tenter de la résoudre :

« Il est mortifiant de rappeler qu'avant la guerre civile certaines maisons américaines de jésuites avaient des esclaves noirs. Il est humiliant de rappeler qu'il n'y a pas si longtemps un certain nombre d'institutions jésuites n'admettaient pas les Noirs qualifiés, fussent-ils catholiques. Il est embarrassant de constater que, jusqu'à maintenant, certaines de nos institutions n'ont guère été au-delà d'une intégration symbolique des Noirs (1). »

Dix-huit experts internationaux de l'UNESCO, réunis à Paris du 18 au 26 septembre 1967, sous la présidence de M. Kéba M'Baye, président de la Cour Suprême du Sénégal, ont reconnu que les doctrines racistes sont dénuées de toute base scientifique. Ils ont réaffirmé les propositions adoptées lors de la réunion internationale tenue à Moscou en 1964, pour réexaminer les aspects biologiques des déclarations sur la race et les différences raciales faites en 1950 et 1951. Ils appellent notamment l'attention sur les faits suivants :

a) Tous les hommes qui vivent de nos jours appartiennent à la même espèce et descendent de la même souche.

b) La division de l'espèce humaine en « races » est en partie conventionnelle ou arbitraire, et elle n'implique aucune hiérarchie de quelque ordre que ce soit. De nombreux anthropologues soulignent l'importance de la variabilité humaine mais pensent que les divisions « raciales » ont un intérêt scientifique limité et qu'elles risquent même de conduire à une généralisation abusive.

c) Dans l'état actuel des connaissances biologiques, on ne saurait attribuer les réalisations culturelles des peuples à des différences de potentiel génétique. Les différences entre les réalisations des divers peuples s'expliquent entièrement par leur histoire culturelle. Les peuples du monde d'aujourd'hui paraissent posséder des potentiels biologiques égaux leur permettant d'atteindre n'importe quel niveau de civilisation.

Tribune Socialiste
Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration

Abonnements :
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F
Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

Le racisme affirme à tort que la science fournit la base d'une hiérarchisation des groupes en fonction de caractéristiques psychologiques et culturelles qui sont immuables et innées. Il cherche ainsi à faire paraître inviolables les différences existantes de manière à perpétuer les relations actuelles entre groupes.

Quand il ne réussit pas à prouver l'origine biologique des différences entre les groupes, il se rabat sur d'autres justifications : intention divine, différences culturelles, disparité entre les niveaux d'instruction, etc. Ainsi, beaucoup des problèmes que pose le racisme dans le monde actuel résultent non pas seulement de ses manifestations ouvertes, mais aussi de l'activité de ceux qui pratiquent la discrimination raciale sans vouloir le reconnaître.

(1) *Le Monde* du 29-11-67.

Vacances
de Noël
au soleil

HOTEL DE LONDRES

06-MENTON

Editorial

Confrontés aux nouveaux problèmes

Christian Guerche

Les différentes organisations politiques et syndicales de la gauche se trouvent aujourd'hui confrontées à un problème nouveau. Jusqu'ici elles pouvaient assez facilement distinguer entre les actions immédiates destinées à arracher des concessions dans le domaine des salaires, des conditions du travail, des retraites et les revendications à plus long terme visant à une réforme totale de la société.

Aujourd'hui nous constatons qu'avec la stabilisation puis la recession de l'économie, le gouvernement et le patronat n'osent plus se permettre de faire des concessions réelles aux travailleurs tout en satisfaisant les demandes des groupes sociaux intégrés au capitalisme. Il faut que ceux-ci veuillent bien continuer à soutenir le système et son parti officiel sans l'orgner vers ses variantes Giscardienne ou Lecanuetiste. Nous avons vu le gouvernement faire pour trois milliards de faveurs fiscales afin de « faciliter l'épargne » et trois autres milliards dans le cadre de la réforme de la T.V.A. pour donner des satisfactions aux lobbies agricoles et commerciaux.

Comme il faut bien combler les

trous budgétaires creusés par ces cadeaux, le gouvernement a été obligé de récupérer trois milliards sur les assurés sociaux et trois autres milliards grâce à la hausse des tarifs et des prix.

La croissance économique n'est plus maîtrisée

Ces mesures caractérisent cette fois-ci, au plus près, les choix auxquels est amené un gouvernement qui ne peut plus maîtriser la croissance économique.

Car c'est bien à une impasse qu'a été conduit le gouvernement du fait de ses principales options économiques et politiques. Il a bloqué la formation d'une Europe atlantiste où les grands groupes auraient donné l'impulsion, mais sans préparer d'alternative faisant place à des politiques communes ; il a empêché la création de nouvelles ressources monétaires internationales pour ne pas laisser aux Américains les moyens d'expansion que lui donnait l'acceptation du dollar comme monnaie de réserve, mais il n'a pas proposé de solution constructive pour permettre

l'expansion de l'activité internationale ; il a repoussé dédaigneusement les propositions d'accords technologiques faites par M. Wilson mais par là il oblige les Anglais à dévaluer et les repousse vers les Américains.

Ainsi se crée peu à peu une atmosphère de crise internationale qui pousse chaque Etat à se montrer de plus en plus restrictif et par là à créer le chômage, à restreindre le pouvoir d'achat et à développer une politique anti-sociale.

Dans cette situation les partis de gauche traditionnels devraient se rendre compte que les programmes classiques sont périmés. Les uns songent surtout à aménager le système économique actuel pour lui imprimer un peu plus de justice sociale. Pour les autres il suffit essentiellement de changer la propriété des monopoles et d'en confier la direction aux représentants de la collectivité.

Les vraies questions

En fait chacun et d'abord les responsables syndicaux s'aperçoivent que ces propositions ne sont pas adaptées à la situation complexe du monde actuel. C'est un programme total assorti de moyens d'actions qu'il faut établir ; que faut-il faire pour assurer le plein-emploi dans une Europe où joue la concurrence ? Faut-il protéger l'Europe contre les firmes dominantes des U.S.A. ? Comment repenser notre système de Sécurité sociale pour l'adapter à un monde qui doit changer vite pour réaliser la concurrence ? Quels sont les moyens de la redistribution

des revenus ? Quel système d'éducation permanente faut-il mettre en place pour délivrer les hommes de leurs connaissances périmées ? Comment gérer une entreprise publique sans briser son dynamisme ? Comment dominer la science et la technique pour les mettre au service des besoins réels ?

Autant de questions auxquelles la gauche doit rapidement apporter des réponses si elle veut rendre la confiance à ceux qui de tout leur cœur la lui avaient déjà accordée et aussi à ceux qui échappent à son influence et cherchent des solutions à ce qu'ils jugent être les seuls faits réels d'aujourd'hui ?

Si nous voyons aujourd'hui beaucoup de groupes sympathiques partir à la recherche de propositions concrètes, c'est qu'ils ne sont guère satisfaits par les ébauches de programme commun actuel ; ils ne sont guère rassurés de voir le P.S.U. qui a déjà avancé tant d'idées, exclu de la confrontation P.C.-F.G.D.S. Mais ils doivent se souvenir aussi que les meilleures idées ne sont rien sans une confrontation constante avec les réalités locales et régionales vécues par des milliers de militants.

Aussi bien, si trop de temps a été perdu, rien d'essentiel n'interdit aujourd'hui de plus vastes confrontations. Ici et là, on y songe. Pour notre part, nous entendons prendre notre part de tous les débats. Ceux en cours, comme ceux qui nous sont proposés. Tant il est vrai qu'au delà des manifestations qui ne manqueront pas d'avoir encore lieu, il s'agit d'abord et surtout de dégager la stratégie du mouvement socialiste. □

Enseignement

Le Colloque du CNAL

Robert Chapuis

Les 9 et 10 décembre, à Paris, plus de cinq cents personnes ont participé au colloque du Comité national d'action laïque, préparé depuis plusieurs mois par les comités départementaux et les organisations qui appartiennent au C.N.A.L. ou le soutiennent.

C'est ainsi qu'à deux reprises une délégation du P.S.U. a rencontré celle du C.N.A.L., pour échanger les opinions des uns et des autres sur les thèmes qui étaient soumis aux débats du colloque :

— les aspects financiers de l'éducation nationale ;

— la prolongation de la scolarité obligatoire de 14 à 16 ans ;

- la formation des maîtres ;
- le statut de l'école.

Le P.S.U. a regretté que des échanges collectifs entre partis et syndicats n'aient pu avoir lieu sur ces problèmes. Sans doute les relations entre certaines organisations, syndicales en particulier, sont-elles difficiles à l'heure actuelle. Sur un problème aussi grave que celui de l'Education nationale, il devrait pourtant être possible d'engager un véritable débat.

Le colloque lui-même à travers les interventions des délégués et sa commission des résolutions a montré que des accords étaient possibles et qu'il convenait donc d'aborder sans crainte, même si des affrontements

devaient se produire, les discussions communes. Au nom du P.S.U., Michel Rocard est intervenu sur le problème qui fut au centre du récent congrès de la F.E.N. et le fut bien entendu aussi au colloque du C.N.A.L., celui de la formation des maîtres. Il a indiqué la signification politique essentielle de ce problème et a proposé les choix qui nous semblent fondamentaux et les conséquences qu'il conviendrait d'en tirer : instauration d'une formation permanente, harmonisation du contenu des formations données aux maîtres des différents cycles, homogénéité de la formation initiale des maîtres de l'enseignement obligatoire dans le cadre de l'enseignement supérieur, véritable formation professionnelle, en particulier pédagogique.

Sont également intervenus Jacques Malterre sur les aspects financiers, Robert Chapuis sur le statut scolaire et Pierre Aron sur la scolarisation jusqu'à 16 ans. Le P.S.U. avait voulu en effet apporter au colloque une contribution précise et constructive, dans la perspective d'un programme

commun de la gauche qui ne se contente pas d'énumérer les critiques à l'égard de la politique actuelle, mais établit de façon responsable, les solutions capables de permettre une évolution positive vers la démocratie et le socialisme.

Dans ses conclusions, le colloque a rappelé le principe qui animait les rédacteurs du plan Langevin-Wallon : « conduire chacun des enfants le plus loin possible ». Il a montré ensuite les conditions de sa réalisation à travers les quatre thèmes soumis aux débats, en demandant que des actions soient engagées pour populariser les points de vue exprimés au colloque, à l'initiative du Comité national et des Comités départementaux et avec l'appui des organisations qui le soutiennent. Bien entendu, le P.S.U. ne manquera pas d'apporter son concours pour aboutir à un véritable programme de gouvernement, dans le domaine de l'enseignement, ce qui suppose l'énoncé des vrais problèmes en même temps que la recherche de solutions réalistes. □



Le tour du monde de l'O.L.A.S.

Elie Kagan

Mutualité

Carmichael à Paris

Michel Capron

Après son intervention, salle de la Mutualité, Stokeley Carmichael tint une conférence de presse improvisée ; détendu et souriant, il répondit dans un style qui ne manquait pas d'humour.

« Quels sont vos plans à Paris ? »

— « Je suis ici pour aider à la mobilisation contre la guerre au Vietnam et contre l'impérialisme U.S. » A ceux qui voudraient en savoir plus, et en particulier si ses activités sont limitées en France, il réplique que c'est au ministre de l'Intérieur de répondre à cette question ! Ce qu'il entend par « contre-escalade » ? Essentiellement, l'organisation de la résistance à la guerre, de manière à ce que les gens n'aillent pas au Vietnam, et cela par tous les moyens. Ce qu'il pense de Johnson ? « Johnson est un bouffon, et j'appelle bouffon celui qui dit l'inverse de ce qu'il fait ». Chaque fois qu'il sort un bon mot, on entend des cris d'admiration, typiquement américains, qui proviennent, du fond de la salle, de quelques-uns de ses « fans ». Quand on lui demande sa position sur le Moyen-Orient, il répond sans hésiter : « Nous sommes contre ceux qui occupent la Palestine. »

Ses parentés politiques aux U.S.A. ? Il ne peut en avoir : « Dans un parti, il faut une même idéologie, or tous les partis américains sont te-

nus par la bourgeoisie ; donc il faut que les pauvres s'unissent contre les riches ». « Mais que pensez-vous du Parti communiste et du Parti socialiste américain ? » Réponse immédiate : « Ce sont les seuls partis qui sont devenus révisionnistes sans être passer par le communisme et le socialisme ! ». Nouveaux cris au fond de la salle.

A la question : « N'avez-vous pas peur d'aller en prison, si vous retournez aux U.S.A. ? », il rétorque : « Je vais retourner aux U.S.A. et je n'ai pas peur de retourner en prison, car j'y suis né !... ».

— « Pensez-vous que les U.S.A. puissent perdre au Vietnam ? ». « Il n'y a que deux issues à la guerre du Vietnam : ou bien les Américains perdent, ou bien c'est un génocide ; mais la naissance des U.S.A., c'est aussi un génocide... ».

Il devait répondre ensuite qu'à son avis, la guerre du Vietnam était une guerre raciste, que la troisième guerre mondiale serait également une guerre raciste, et que si les Américains faisaient la guerre au Vietnam, c'était pour attaquer la Chine.

Une dernière question résumait bien la situation actuelle : « Les 200 millions d'Américains sont-ils sensibilisés à vos thèmes ? »

— « Non, mais à mesure que les

contradictions éclatent, les gens passent de la contestation à la résistance ; et la guerre du Vietnam révèle ces contradictions. »

La conférence est terminée ; Carmichael se lève et quitte discrètement la Mutualité, par une porte dérobée, emportant avec lui cette sorte de légende qu'il contribue à créer. Ses

auditeurs restent là, sceptiques, pantois ou enthousiastes.

Ce grand Noir au nez long et aux lèvres minces, qui viett de les quitter et qu'il ne reverront peut-être plus jamais à Paris, n'est-il qu'un provocateur de grand talent ou un extraordinaire prophète, futur leader de la révolution socialiste aux U.S.A. ? □

Semaine Guevara

Et maintenant le bateau

Remy Grillault

Se sentir concerné par la guerre du Vietnam et la saisir comme un des moments principaux de l'affrontement entre l'impérialisme américain et les Forces de libération nationale et sociale n'est plus l'opinion de quelques-uns, mais devient un fait politique.

A la suite des importantes manifestations du 21 octobre et du 26 janvier, c'est le principal enseignement du remarquable succès de la « Semaine Che Guevara pour la victoire du Vietnam ».

Sur le seul thème de l'« Amérique latine au combat », le meeting inaugural de la semaine organisée par le Comité Vietnam national se déroula devant une salle comble. Ce fut Manuel Bridier qui présenta les thèmes politiques de cette semaine Che Guevara. Il insista notamment sur l'interdépendance des luttes menées contre l'impérialisme, et il s'en prit vigoureusement à cette gauche modérée pour qui la guerre du Vietnam est « politiquement dangereuse », c'est-à-dire trouble dangereusement le confort dans lequel elle voudrait pouvoir rester installée.

Toute la presse rendit compte du moment central de la semaine, les « six heures pour la victoire du Vietnam », avec la venue de Stokeley Carmichael.

Moins spectaculaire pour la presse, le long message de Melba Hernandez, membre du Comité central du Parti communiste de Cuba, avait une importance politique certaine, apportant un soutien explicite au Comité Vietnam national pour l'organisation de cette semaine Guevara consacrée au Vietnam. Sous la présidence de Jean-Marie Vincent, plusieurs rapports furent présentés, celui de Kahn montrant, selon une logique rigoureuse, comment les Américains étaient acculés dans une impasse politique et militaire. Il appartenait à J.-P. Vigier, observateur à l'O.L.A.S., de montrer les liens qui unissaient les différents fronts ouverts contre l'impérialisme, et à Denis Berger de faire un bilan de l'action du C.V.N.

Les dix mille personnes présentes ne participaient pas à un spectacle, mais bien à une manifestation poli-

tique qui comptera dans le développement des luttes menées pour soutenir le Vietnam.

La résistance victorieuse vietnamienne ne saurait être isolée de son contexte politique mondial.

En ce sens, toute action menée actuellement pour le Vietnam doit tenir compte de l'acquis gagné au cours des luttes passées, sachant qu'élargissement et clarification des objectifs des luttes sont deux termes indissociables. C'est dans cette perspective que le P.S.U. participera à la campagne du bateau pour le Vietnam, initiative lancée par le Parti communiste français à laquelle se sont associées plusieurs autres organisations (1). Il s'agira d'une grande collecte d'argent et de biens pour affréter un bateau pour le Vietnam ; chacun des mouvements nationaux développera sa campagne propre sur un compte particulier, et mettra ensuite sur le même bateau ce que chacun aura collecté séparément. Ce sont, du moins, les décisions générales nationales qui n'excluent naturellement, ni une coordination départementale, ni une animation politique unitaire de la campagne, chacun présentant les thèmes politiques pour lesquels il collecte.

C'est pourquoi le P.S.U. appelle à participer à la campagne du bateau pour le Vietnam et à verser toutes les sommes collectées au C.C.P. Dr Behar 14.853.51 Paris, pour permettre au peuple vietnamien, sous la conduite du F.N.L. et de la R.D.V., de gagner l'indépendance et la paix telles qu'elles ont été définies dans les déclarations fondamentales de la R.D.V. et du F.N.L.

Au cours des semaines qui viennent les modalités de collecte et de campagne seront précisées, mais dès maintenant il importe de participer activement à cette campagne en multipliant les initiatives pour combattre l'impérialisme américain et le Pacte Atlantique. □

(1) Cf. « T.S. » semaine précédente. Toutes les sommes collectées par le P.S.U., dans le cadre de la campagne du Bateau pour le Vietnam, doivent être versées à C.C.P. Dr Behar, 148.53.51 Paris.

Rencontres méditerranéennes

Entretiens FLN-PSU

Sur invitation du Front de Libération Nationale, une délégation du Parti Socialiste Unifié (P.S.U.) conduite par Marc Heurgon, secrétaire à l'organisation et composée de Claude Dubois et François Pertus, membres du bureau national du P.S.U. a séjourné en Algérie du 9 au 12 décembre 1967.

La délégation a été reçue par le président du conseil de la révolution, le frère Houari Boumediène. L'entretien qui s'est déroulé dans une atmosphère de franchise et de compréhension a porté notamment sur l'aggravation de la situation internationale due à la politique d'agression impérialiste.

Au cours de son séjour, la délégation du Parti Socialiste Unifié a eu des entretiens avec une délégation du front de libération nationale dirigée par le frère Chérif Belkacem, membre du conseil de la révolution et coordinateur du secrétariat exécutif, et comprenant les frères :

— Tayebi Larbi, membre du conseil de la révolution et du secrétariat exécutif ;

— Mohamed Guennes, membre du conseil de l'Amicalé des Algériens en Europe ;

— Djamil Bendimered, membre de la direction centrale du parti ;

— Mustapha Bouarfa, membre de la direction centrale du parti ;

— Khereddine Abdelmoumene, secrétaire général de la commission des relations extérieures ;

— Kamel Izri, membre du département orientation et information ;

— Refes Abdelghani, membre de la commission des relations extérieures ;

— Bouattoura Mohamed, membre de la commission des relations extérieures.

Les deux délégations, après avoir procédé à un échange d'informations sur l'action des deux partis, ont rappelé les liens de solidarité qui existaient déjà entre leurs militants pendant la lutte de libération nationale, et ont exprimé le désir de voir se développer les relations entre le F.L.N. et le P.S.U.

Abordant l'examen de la situation internationale, les représentants des deux partis ont constaté l'ampleur prise par les atteintes de l'impérialisme contre le droit des peuples compromettant de plus en plus la sécurité internationale et la paix du monde.

Les deux délégations manifestent leur inquiétude devant cette situation provenant d'une volonté délibérée de l'impérialisme de maintenir sa domination en s'opposant par tous les moyens à la lutte des peuples pour leur libération et leur émancipation politique, sociale, économique et culturelle.

Les nombreux foyers de tension qui existent de par le monde en sont une manifestation concrète.

Les deux délégations expriment leur appui sans réserve à la lutte héroïque du peuple vietnamien contre l'agression des États-Unis.

Elles lancent un pressant appel à toutes les forces de progrès dans le monde pour renforcer leur solidarité avec la lutte du peuple vietnamien.

Elles sont conscientes que la Paix ne peut être rétablie que par la victoire du peuple vietnamien et sur la base des conditions mises en avant par la République Démocratique du Vietnam et le F.N.L.

Les deux délégations réaffirment leur solidarité avec tous les peuples qui luttent contre le colonialisme, le néo-colonialisme et l'impérialisme ainsi qu'avec toutes les forces qui luttent pour le progrès.

Devant une telle situation, les forces socialistes et progressistes ne peuvent rester isolées les unes des autres ; elles doivent au contraire coordonner leur action et proposer aux masses populaires des pays du tiers monde comme des pays d'Europe une stratégie offensive commune liant le combat pour la paix, l'indépendance et la liberté au renversement des structures économiques et sociales du capitalisme.

En outre, les représentants des deux partis, après s'être penchés longuement sur la situation au Moyen-Orient, condamnent l'agression impérialiste contre les pays arabes et stigmatisent toutes les tentatives pour consacrer le fait accompli et légaliser la spoliation et l'occupation des territoires arabes.

Les deux délégations considèrent que l'agression au Moyen-Orient, le coup de force en Grèce, la tension à Chypre entrent dans le cadre d'une stratégie globale de l'impérialisme dirigée contre les États et les forces progressistes dans le monde.

En ce qui concerne le bassin méditerranéen, les deux délégations constatent qu'il est l'objet de visées particulières de l'impérialisme qui, par



Signature du communiqué final (de g. à d.) : Marc Heurgon, Chérif Belkacem et Jean-François Pertus.

son action tant politique que militaire et l'implantation dans cette région d'un dispositif stratégique exceptionnel, fait courir de graves dangers aux États et aux peuples progressistes riverains de la Méditerranée.

Face à cette situation grave, le Parti Socialiste Unifié et le Front de Libération Nationale constatent avec satisfaction une prise de conscience plus grande des mouvements progressistes de la nécessité du raffermissement de la lutte anti-impérialiste de par le monde et le développement des forces de progrès.

Une étape importante vers cette coordination des luttes a été franchie au mois de septembre dernier lors de la réunion à Bologne de dix partis et mouvements progressistes du bassin méditerranéen. Le F.L.N. et le P.S.U. qui participaient tous deux à cette première rencontre attachent une grande importance au prolongement du travail entrepris. Ils se félicitent de l'accord qui s'est réalisé pour tenir dans les prochaines semaines une nouvelle réunion des forces progressistes du bassin méditerranéen et y participeront avec la volonté de déboucher au plus vite sur la mise au point d'une stratégie commune concrétisée par des signes d'action.

La délégation du P.S.U. a informé la délégation du F.L.N. des mesures qui seront prises par certains partis de la gauche socialiste en Europe, afin de déclencher une vaste cam-

pagne pour l'abrogation du pacte atlantique.

La délégation du F.L.N. s'est félicitée de cette décision et a manifesté son intention de soutenir une campagne qui entre dans le cadre de la lutte globale contre l'impérialisme.

C'est dans cet esprit que les deux délégations ont décidé de développer des relations bilatérales.

La délégation du P.S.U., rappelant la lutte glorieuse du peuple algérien pour son indépendance et son développement réaffirme la solidarité et la sympathie que les socialistes de gauche ont toujours exprimées, en France, envers cette lutte.

La délégation du F.L.N. affirme que le séjour en Algérie d'une délégation du P.S.U. a constitué une nouvelle occasion pour développer les liens entre les deux partis et les peuples algérien et français.

Les deux partis expriment leur satisfaction devant l'évolution satisfaisante des relations d'amitié entre le peuple d'Algérie et le peuple de France. □

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

J'ai même rencontré des tziganes heureux
(Youg.), V.O.

Notre temps

Socialisme et technocratie

Serge Mallet

La revue yougoslave « Sozialism » a interrogé un certain nombre de personnalités du mouvement socialiste international de l'Est comme de l'Ouest. Notre camarade Serge Mallet, nous a autorisé à reproduire sa réponse. Nous savons d'avance qu'elle soulèvera bien des questions et suscitera des répliques. Comme tout ce qu'écrit Serge Mallet, elle n'en soulève pas moins, sans le moindre dogmatisme, des problèmes importants. Nous remercions Serge Mallet de sa contribution.

Le néo-capitalisme occidental présente une tentative puissante d'adaptation du système capitaliste de production et d'échanges pour résoudre sa principale contradiction : celle qui naît — et rappelons-nous que c'est là la base fondamentale de la critique marxiste de ce système — du « caractère de plus en plus social des forces productives » et du caractère privé de « l'appropriation des moyens de production et d'échanges ». Cependant, deux tendances contradictoires — je veux dire objectivement conflictuelles — se font jour dans cette direction. La première — qui, au cours de ces cinquante dernières années prévalu, notamment aux Etats-Unis d'Amérique, est une tentative de « planification privée de la production et des échanges, par la constitution d'unités de production intégrées de caractère monopolistique. Cette tentative cependant, comme le rappelait Lénine dans « l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme », se heurte à la nature même du capitalisme : « un monopole ne peut jamais être complet » : les luttes entre les géants de la production, loin d'éviter les crises classiques du système capitaliste, les aggravent et la grande crise de 1927-1933 apparaît de ce point de vue comme la conséquence de ce gigantisme des trusts monopolistiques. La deuxième, qu'Engels avait si lucidement analysée comme la conséquence ultime de la concentration capitaliste, est le développement du capitalisme d'Etat, dont le « New Deal » Rooseveltien, sur le plan politique, les théories économiques de J.-F. Keynes sur le plan théorique, apparaissent comme la première expression généralisée dans le monde capitaliste développé.

Le néo-capitalisme occidental, tel qu'il domine en Europe occidentale et tel qu'il tend à s'imposer aux U.S.A. — à travers des phases diverses d'avancée et de recul — est une combinaison de ces deux modèles d'organisation.

Selon que le capitalisme de monopole avait atteint un stade plus ou moins avancé d'organisation, plus élevé aux U.S.A. qu'en Europe occidentale par exemple, les rapports de l'organisation capitaliste d'Etat au capitalisme privé seront différents. C'est ainsi qu'aux U.S.A., le capitalisme d'Etat exerce principalement son influence sur l'organisation générale de la production par le biais des commandes d'Etat, notamment militaires et l'échec des plans grandioses du capitalisme d'Etat américain, tels qu'ils avaient été élaborés par J.-F. Kennedy et poursuivis par Lyndon Johnson sous le symbole de la « grande société » montre l'insuffisance de telles procédures. L'Etat capitaliste américain s'est avéré incapable — par la seule influence de la fiscalité et des commandes d'Etat — d'orienter les trusts américains vers la mise en valeur industrielle du « Deep South » (donc de résoudre socialement le problème noir), de résoudre sans tensions graves les problèmes posés par le développement de l'automatisation, de reconverter l'impérialisme brutal pratiqué par les trusts U.S. en Amérique Latine en impérialisme structurel permettant le développement d'une industrie nationale dominée, mais efficiente, d'organiser la croissance rationnelle des villes américaines, de contrôler la croissance sectorielle de l'économie, etc.

En fait, les éléments de « planification privée » y apparaissent à la fois suffisamment puissants pour mettre en échec les tentatives de contrôle de l'Etat et insuffisants pour parer aux risques d'auto-destruction inhérents à la subordination de l'intérêt collectif aux intérêts privés.

En Europe occidentale, pour des raisons diverses dans lesquelles les deux guerres mondiales et leurs conséquences économiques et démographiques, la limitation de l'espace et le rôle politique du mouvement ouvrier jouent les rôles principaux, la taille des monopoles n'a jamais

pu atteindre cette dimension et le rôle propre du capitalisme d'Etat s'en est vu renforcé d'autant.

Le poids du secteur public

Non seulement celui-ci a tenté, avec des succès plus ou moins grands selon les pays, de maîtriser par la fiscalité, l'orientation des grandes entreprises, mais il s'est vu amener pour renforcer son contrôle, à créer son propre secteur économique. Le poids du secteur économique de l'Etat dans l'industrie, les organismes de crédit, les services, l'agriculture, n'a cessé de se renforcer. Ce fut particulièrement vrai en France et en Italie — où le secteur d'Etat a porté le poids principal de l'expansion économique des années 1950-1965, cela commence à l'être en Allemagne de l'Ouest comme le rachat de Krupp par des groupes parastatistiques vient de le démontrer.

C'est tout d'abord dans le conflit latent entre le secteur capitaliste d'Etat et le secteur monopolistique que se trouve pour un avenir proche les principales sources de contradiction du néo-capitalisme occidental. Le capitalisme de monopole qui contrôle encore pour l'essentiel la représentation politique tend en effet à repousser le secteur étatique vers les secteurs de « service », peu rentables en eux-mêmes et à s'assurer, selon la célèbre formule, la « privatisation des profits » en laissant au secteur d'Etat « la socialisation des pertes ». Mais le secteur capitaliste d'Etat développe sa propre dynamique productive en même temps qu'il secrète une couche spécifique de salariés, cadres et cadres supérieurs compris — dont la pression s'exerce sur lui pour qu'il assure sa propre rentabilité en dépit des intérêts capitalistes.

Une deuxième série de contradictions naît de la socialisation générale de toutes les activités — agricoles, commerciales, artisanales, intellectuelles. La reconversion des couches sociales attachées à des formes archaïques d'organisation économique est une des questions principales que le néo-capitalisme a à résoudre : ces couches sociales, luttant d'abord pour maintenir un statut dépassé, sont par la suite amenées à revendiquer un autre statut social que celui de salariés directs ou indirects du capitalisme.

Capitalisme européen et américain

Enfin, les contradictions entre les capitalismes occidentaux européens et le capitalisme américain constituent un troisième élément de faiblesse structurelle du système capitaliste dans les pays d'Europe occidentale. Elles recourent d'ailleurs partiellement certaines des deux premières séries :

— si nous prenons le cas de la France ou de l'Italie, nous pouvons d'ores et déjà dire que la lutte pour le contrôle de toute une série de grandes entreprises n'est déjà plus entre le secteur capitaliste d'Etat et le secteur capitaliste privé national, mais entre le secteur d'Etat et le secteur capitaliste privé américain qui tend à s'assujettir le secteur capitaliste privé national.

La stratégie offensive du mouvement ouvrier doit donc, en premier lieu, se servir comme d'un levier de ces contradictions d'un soi-disant « système néo-capitaliste » qui, fort loin d'être un système achevé, apparaît bien plutôt comme une phase de transition pleine de contradictions explosives. De la capacité du mouvement ouvrier de les utiliser dans le sens d'une modification qualitative des rapports de force en sa faveur, dépend dans une large mesure l'évolution historique de l'Europe occidentale.

Cette stratégie pourrait donc dans un premier temps schématiquement se définir par une lutte globale pour modifier les rapports de force dans le domaine économique, élargir toujours davantage le secteur directement ou indirectement contrôlé par l'Etat, subordonner à celui-ci le capitalisme privé national et empêcher la pénétration du capitalisme américain.

Le caractère original de la situation dans les pays d'Europe occidentale est que cette phase que les classiques marxistes considéraient comme découlant immédiatement de la conquête politique du pouvoir par le mouvement ouvrier apparaît à l'heure actuelle comme précédant obligatoirement cette conquête.

Cette situation implique un processus d'alliance objective entre le mouvement ouvrier, porteur de solutions socialistes, et les forces relativement autonomes secrétées par le capitalisme d'Etat, en premier lieu desquelles il faut compter la technocratie s'appuyant elle-même sur les aspirations confuses de couches sociales intermédiaires, qui, quoique ayant acquis de fait un statut identique à celui des ouvriers, n'en ont pas encore tiré toutes les conséquences.

Mais cette stratégie recèle évidemment un risque immense, celui de voir les tendances technocratiques étatiques, placées en position de force dans cet affrontement avec le capitalisme privé national et étranger, se subordonner le mouvement ouvrier pour de longues années, l'utiliser en fin de compte à ses propres fins — fins qui, ne l'oublions pas, entendent changer la forme de l'exploitation capitaliste, non son contenu fondamental.

Les tendances en Europe

Il faudrait ici, pour concrétiser cette analyse, étudier l'un après l'autre

tre chacun des pays d'Europe occidentale : chacun d'entre eux présente en effet une tendance identique de cette nature, mais sous des formes politiques très diverses et dont les résultats peuvent être fort différents :

— en Grande-Bretagne, cette tendance s'est manifestée par la venue au pouvoir du mouvement travailliste sur la base d'un programme de « modernisation structurelle » de la vieille Angleterre victorienne. Mais les tendances au capitalisme d'Etat incluses dans le « wilsonisme » se sont trouvées en quelque sorte affaiblies par la soumission inconditionnelle du mouvement ouvrier (syndical en premier lieu) à l'idéologie technocratique et à son expression politique.

N'ayant plus à « se garder à gauche », le wilsonisme a eu tendance à rechercher sur sa droite (tant avec les financiers de la City qu'avec les U.S.A.) de tels compromis qu'il a sacrifié une bonne partie de ses propres objectifs — objectifs que des gouvernements non-officiellement « socialistes » ont mieux réalisés ailleurs parce qu'ils devaient répondre à la contestation du mouvement ouvrier ;

— en Italie, cette stratégie justifiait officiellement la constitution du gouvernement de centre-gauche. Les résultats en furent meilleurs pendant une certaine période, en raison de la force de contestation que représentait le parti communiste italien et la C.G.I.L., ainsi que l'aile gauche du socialisme italien. Néanmoins, le fait que la majorité des forces représentant le mouvement ouvrier se soient trouvées exclues de la coalition gouvernementale a créé une situation négative — en affaiblissant la résistance du centre-gauche aux pressions des forces réactionnaires italiennes et des U.S.A. La dialectique de la concurrence politique a entraîné le P.S.I. à s'aligner sur l'aile la plus arriérée de la démocratie chrétienne et non sur l'aile avancée proche de la technocratie d'Etat (Fanfani) ;

— en France enfin (je n'aborderai pas la question allemande, l'expérience Kiesinger-Brandt étant trop récente pour en tirer des conclusions), le conflit entre les tendances au capitalisme d'Etat (exprimées sans ambiguïté par le général de Gaulle et Michel Debré et avec une incontestable conséquence dans le domaine de la politique extérieure) et les aspirations propres du capitalisme privé français, assez ouvert à une politique de collaboration subordonnée avec le capitalisme américain, se déroule pour l'essentiel à l'intérieur de la majorité gouvernementale, les forces de gauche étant exclues de ce débat.

Dans aucune de trois des quatre grandes puissances de l'Europe oc-

cidentale, ne s'est donc trouvée réalisée, en termes politiques, cette alliance conflictuelle entre le mouvement socialiste et la technocratie étatique qui caractérise les exigences de la phase de transition au niveau du développement de ces pays.

En Grande-Bretagne et en Italie, cette situation risque de compromettre même le développement du capitalisme d'Etat et, du coup, de mettre fin à l'autonomie économique de ces pays, devenant des économies de seconde zone dominées par le capitalisme américain. En France, elle a isolé les tendances au capitalisme d'Etat et à l'indépendance économique des masses salariées qui en sont l'appui nécessaire et du même coup, les rend politiquement fragiles.

Sans surestimer le rôle de la théorie, il faut sans doute imputer pour une part ces situations à l'absence de réflexion du mouvement socialiste sur les problèmes des voies de passage au socialisme dans les pays développés, à l'empirisme et au dogmatisme, maladies jumelles du mouvement ouvrier.

Sans doute, en Italie et en France, une réflexion a-t-elle commencé sur ces problèmes depuis une dizaine d'années : il serait prématuré de conclure qu'elle a gagné les niveaux supérieurs des directions politiques et encore moins les masses. Il est aussi vrai de dire que les problèmes posés sont, dès que l'on veut les explorer au niveau de la praxis politique, hautement complexes. Mais c'est une raison supplémentaire de les aborder avec franchise et courage.

Quelques propositions

Pour conclure cependant — et provisoirement — sur le point fondamental, je formulerai néanmoins, en demandant à vos lecteurs, de les interpréter avec prudence, quelques propositions :

1 - Les perspectives d'un passage au socialisme dans une époque relativement proche des pays d'Europe occidentale sont objectivement incluses dans les contradictions du néo-capitalisme. De ce point de vue, le mouvement ouvrier se doit de rejeter fermement les tendances pessimistes qui tendent à confondre les aspirations de la classe ouvrière à un niveau de vie plus élevé, à une accélération du progrès technique et scientifique avec je ne sais quelle « intégration subjective au système capitaliste ». Les communards de 1871 et les marins de Kronstadt aspiraient bel et bien à accéder aux biens de consommation offerts à leurs bourgeoisies. Il flotte à l'heure actuelle dans les milieux d'intellectuels de

gauche des relents de « Rousseauisme » antitechnique particulièrement dangereux, même lorsqu'ils se dissimulent derrière un « romantisme du tiers monde ».

2 - Il serait illusoire de croire que le passage du socialisme, en dépit du niveau déjà avancé des forces productives, se réalisera « du jour au lendemain », par suite d'une insurrection réussie ou d'une victoire électorale. Ce passage durera en fait vraisemblablement toute une période historique, au cours de laquelle il arrivera parfois que le niveau de progression vers le socialisme sera plus avancé sur le plan du pouvoir politique que sur celui des structures économiques et sociales, parfois l'inverse. C'est la même illusion dogmatique, sous deux faces opposées, qui a amené le dogmatisme stalinien à ne considérer que le facteur politique et l'opportunisme social-démocrate à ne considérer que les structures sociales. Et c'est une troisième erreur que de croire que les deux facteurs se développent au même rythme.

3 - Durant une longue période historique, il y aura *coexistence conflictuelle* de formes capitalistes d'Etat et de formes socialistes, peut-être même maintien d'un secteur capitaliste privé relativement important (zien que subordonné). La théorie socialiste doit se garder à la fois :

a) de nier l'inévitabilité de formes capitalistes d'Etat (ou technocratiques) ;

b) et de les assimiler à des formes socialistes (sous prétexte que le capitalisme privé a été éliminé).

4 - Dans les pays capitalistes avancés d'Europe, *l'alliance du mouvement ouvrier et des tendances technocratiques (et des forces sociales qui les portent) est une nécessité absolue pour réduire l'influence du capitalisme monopolistique privé national et étranger* (américain).

5 - Néanmoins, *le succès de cette alliance implique l'autonomie politique, organisationnelle, sociale du mouvement ouvrier par rapport au capitalisme d'Etat*, et aux forces sociales et politiques qui incarnent ces tendances. Ceci vaut à la fois pour la période « d'oppositions » que pour la période de « passage au pouvoir ».

6 - La lutte du mouvement ouvrier se déroule simultanément dans tous les secteurs de la vie sociale. Sans attendre « la prise du pouvoir » sous sa forme pure, ou même l'arrivée au pouvoir de gouvernements de coalition, le mouvement ouvrier doit donc engager une lutte résolue pour élargir au maximum toutes les formes de démocratisation de la gestion politique, économique et sociale. Il doit s'efforcer de créer, dans les conditions de la domination partielle du capitalisme d'Etat, les instruments de gestion socialiste sur lesquels il s'appuiera pour :

a) développer dans une deuxième phase les germes de la société socialiste ;

b) et même, dans l'immédiat, s'assurer des bases de contestation par rapport à la technocratie « progressiste ».

7 - La clarté des objectifs, l'éclucidation permanente des niveaux de l'action, la délimitation correcte et publique des compromis acceptables, déterminent la capacité d'action autonome du mouvement ouvrier, qui lui permettront à la fois d'éviter les impatiences inévitables et de stagner dans les compromis.

8 - La coordination permanente du mouvement ouvrier doit englober toutes les formes de son action (organisations politiques, syndicales, économiques, culturelles, etc.) et la *direction politique générale du mouvement* (différente de l'action de l'organisation politique proprement dite) ne peut être que le résultat de cette coordination.

Je n'ignore naturellement pas les difficultés d'un tel programme qui implique un dépassement du vieux dilemme Réforme-Révolution, dilemme au nom duquel en Europe occidentale, les « réformistes » ont fait moins de réformes que le néo-capitalisme et les « révolutionnaires » se sont détournés des perspectives révolutionnaires chaque fois qu'elles se présentaient.

J'ajoute que la confrontation des points de vue entre les diverses fractions (politiques et syndicales) du mouvement ouvrier des divers pays d'Europe occidentale et de ceux-ci avec les autres fractions du mouvement ouvrier — notamment ceux de l'Europe de l'Est et du Sud-Est est tous les jours plus urgente. □

Bientôt
dans
TRIBUNE SOCIALISTE...

□ Création d'un CVN dans le 18^e

A l'appel du C.V.N., c'est plus de 300 personnes qui se sont réunies le lundi 4 décembre à la Maison Verte. J.-P. Vigier, de retour de Stockholm se fit l'interprète de tous en soulignant le rapport des luttes du peuple vietnamien et des peuples

d'Amérique Latine. Cette réunion organisée dans le cadre de la semaine Che Guevara a permis à de nombreux observateurs de voir combien la population du XVIII^e arrondissement était solidaire des combats menés par les peuples opprimés par l'impérialisme américain.

□ Toulouse : Conférence d'A. Badiou

Grosse affluence, le 6 décembre à la conférence d'Alain Badiou, organisée par la fédération de la Haute-Garonne : plus de 500 auditeurs dans une salle qui comporte 400 places assises. On remarque un grand nombre d'étudiants, quelques militants communistes de la base, et un militant de la Convention.

Après une présentation de Montariol, secrétaire fédéral, Alain Badiou expose, pendant plus d'une heure, à un auditoire extrêmement attentif, d'abord les circonstances du procès, farce juridique que Régis Debray lu-même demande de considérer comme une péripétie dont le mérite a été d'attirer l'attention sur l'Amérique Latine, puis la situation politique et sociale de la Bolivie et des états voisins, enfin, et surtout, la stratégie de Che Guevara, les justifications de cette stratégie, et les circonstances de son échec provisoire en Bolivie. Il souligne que la guérilla en Amérique Latine n'est ni la reproduction de la guérilla cubaine, qui s'est développée sur un terrain différent, ni une aventure romantique sans base rationnelle, mais une entreprise méditée, ayant pour

but d'amener peu à peu la masse paysanne indienne à l'action révolutionnaire par l'influence « détonatrice » de groupes de guérilleros décidés non à prendre prématurément le pouvoir, mais à créer patiemment les conditions favorables à un véritable soulèvement populaire. Il faut, en particulier, obliger l'impérialisme américain à se démasquer et le contraindre à mener, dans toute l'Amérique du Sud, un combat dans lequel il sera finalement vaincu.

Quant à la gauche européenne, si l'action des révolutionnaires sud-américains ne peut lui être proposée en exemple, elle doit aider cette action, par ses moyens propres, car c'est sans doute en Amérique Latine, base principale de sa puissance, que l'impérialisme des Etats-Unis connaîtra finalement sa ruine.

Des applaudissements prolongés soulignent l'intérêt de l'auditoire pour cette conférence nourrie de faits et d'idées remarquablement structurés.

Et Montariol conclut par un appel en faveur du socialisme, et du P.S.U. qui en est, en France, le meilleur défenseur.

□ Meetings en Loire-Atlantique

A l'occasion de la venue de Michel Rocard, secrétaire national, en Loire-Atlantique, la fédération avait organisé plusieurs manifestations.

A Saint-Nazaire, une réunion sur invitation a groupé plus d'une centaine de sympathisants. La politique du parti, qui consiste à faire dépendre la structure de l'unité de la gauche de l'accord sur le programme, a été approuvée par la plupart des participants dont les questions principales ont concerné le contenu même du programme : politique européenne, politique de l'emploi, Sécurité sociale, réforme de l'enseignement, statut scolaire. A Nantes, le lendemain 8 décembre, une conférence de

presse a permis à Michel Rocard d'expliquer aux journalistes présents le détail et les conditions de la politique du P.S.U. et de faire avec eux le point de la reprise d'activité du parti. A 18 heures, devant 70 étudiants, c'est la politique de lutte contre l'impérialisme et la politique européenne du parti qui furent discutées, et à 21 heures, une nouvelle réunion sur invitation réunissait, malgré la neige et le verglas dans toutes les rues de la ville, plus de 80 personnes pour discuter à nouveau des axes de la politique du parti pour 1968. Ces excellentes manifestations témoignent de la vitalité retrouvée de la fédération de la Loire-Atlantique du parti.

CAMPAGNE D'IMPLANTATION

Les sections et les fédérations ont maintenant à leur disposition un très riche dépliant, présentant le P.S.U., les principales campagnes qu'il mène actuellement, ainsi qu'une offre exceptionnelle concernant notre journal.

Nous reviendrons la semaine prochaine sur le développement de la campagne, en espérant un premier bilan, ainsi que sur les transformations prochaines de notre hebdomadaire.

Les commandes du dépliant doivent être passées 54, boulevard Garibaldi, C.C.P. 58.26.65.

Prix du dépliant : 0,03 F.

□ Michel Rocard en province

Le secrétaire national du P.S.U. poursuivant ses prises de contact avec les fédérations sera au cours des prochains jours :

- Jeudi 14 décembre, NILVANCE, 21 h. — Réunion publique.
- Vendredi 15 décembre, SALLAUMINES, 20 h. — Réunion publique.
- Dimanche 17 décembre, EVREUX. — Journée de formation pour la fédération de l'Eure.
- Lundi 18 décembre, PARIS. — Conférence devant l'association des élèves de l'école Polytechnique.
- Mardi 19 décembre. — Réunion publique à 21 h. — BRIVE-LA-GAILLARDE.

□ Réunions

● La section de *Boulogne-Billancourt* organise le jeudi 14 décembre à 21 h au café « Au bon accueil », 98, avenue du Maréchal-Leclerc une réunion, ouverte aux sympathisants, avec Jacques Malterre, membre du bureau national.

● *Rueil* (Hauts-de-Seine). Samedi 16 décembre de 17 h à 19 h, *salle de la Justice de Paix*, rue Zamenoff (près de la mairie), *du Vietnam à l'O.A.S.* Conférence-débat avec Fausto Diaz, secrétaire général de la jeunesse communiste cubaine. Manuel Bridier, membre du B.N., sous la présidence de C. Colombani, membre du bureau fédéral des Hauts-de-Seine, à l'appel des sections P.S.U. de Rueil, Suresnes, Saint-Cloud et Nanterre et des comités Vietnams.

● *Vitry* (Val-de-Marne). Lundi 18 décembre, 20 h 45.

La région parisienne devant le problème du sous-emploi, avec David Weill, conseiller P.S.U. de Paris.

□ Appel

Le ramassage auprès des médecins et pharmaciens, de médicaments pour le Vietnam est déjà commencé dans plusieurs sections. C'est une opération assez longue... C'est une raison pour commencer dès maintenant. Nous rappelons que la réception des colis est au siège social de l'A.M.F.V., 13, rue Payenne, Paris 3^e.

Chaque semaine lisez :

« Tribune Socialiste »

TRIBUNE ETUDIANTE N° 8

(décembre 1967) est paru :

Au sommaire :

- la rentrée universitaire dans la rue ;
- les stratégies anti-impérialistes ;
- les ordonnances sur l'intéressement ;
- le point du débat théorique en Italie, des articles de Jean-Pierre Faye, Manuel Bridier, Alain Jouffroy et une interview exclusive de Jean-Luc Godard.

Adresser les commandes à « T.E. », 81, rue Mademoiselle, Paris 15^e. Abonnements : 6 numéros : 5 F ; soutien : à partir de 10 F. Règlement par chèque ou mandat postal sur C.C.P. « Tribune Etudiante » : 19-702-50 Paris.

MATERIEL DISPONIBLE

Affiches :

- Le parti de votre avenir : P.S.U. 0,20 F
- Prenez un bon départ P.S.U. (l'avenir de votre région...)... 0,23 F
- Bandeau T.S. 0,04 F

Brochures :

- Programme enseignement 1 F
- Programme santé 2 F
- Critique du programme F.G.D.S. 2 F
- Le P.S.U., parti d'avant-garde.. 2 F
- Statuts du P.S.U. 1 F

Cahiers du Centre d'études socialistes :

- Nos 64-68 : *L'Afrique recolonisée*, Th. Munzer et G. Laplace.. 5 F
- N° 69 : *Révolution culturelle et expression artistique*, Albert Marchais 2 F
- Nos 70-71 : *Réforme de l'entreprise ou contrôle ouvrier*, débat public sous la présidence de J.-M. Vincent entre F. Bloch-Lainé, Ernest Mandel et Gilbert Mathieu 3 F

Paiement à la commande :

TRIBUNE SOCIALISTE

54, bd Garibaldi, Paris (15^e)
C.C.P. 5826-65 Paris

COURRIER DU P.S.U.

Mensuel intérieur

1^{er} numéro de rentrée : vient de paraître

Abonnement de lancement :

10 F jusqu'à la fin décembre.
15 F à partir du 1^{er} janv. 1968.

Prix du n° : 2,50 F.

Administration :

54, bd Garibaldi, Paris (15^e).
C.C.P. 5826-65 Paris

Rédaction :

J. Arthuys, 81, rue Mademoiselle,
Paris (15^e).

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

.....

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e)

Espace

Le "lièvre" russe
a-t-il tué la fable ?

David Boublil

L'atterrissage d'un engin sur Vénus et le rendez-vous automatique de deux cabines spatiales ont fait briller d'un éclat particulier le cinquantième anniversaire de la révolution d'Octobre.

De surcroît, la seconde expérience faisait entrer l'U.R.S.S. en tête dans la ligne droite menant à la première liaison humaine Terre-Lune.

Est-ce un hasard, ou ce fait découle-t-il de la logique d'un programme bien étudié ?

De la suprématie atomique
américaine à la fusée

Les derniers bruits de la canonade de la Seconde Guerre mondiale se sont tus. Chaque camp s'est « réparti » les spécialistes allemands des fusées.

Pour von Braun et ses amis qui sont aux mains des Américains, l'heure de la semi-retraite a sonné. Les U.S.A. et le département de la Défense ont décidé de ne donner aucune suite aux projets allemands de fusées suborbitales capables de bombarder New York depuis Berlin. Pour l'heure, l'Amérique a la suprématie dans le domaine atomique et même un relatif équilibre aéro-nucléaire ne peut entamer la confiance qu'ont les dirigeants des Etats-Unis en leurs B-47, B-36 et B-52 porteurs d'engins nucléaires (1). Bien plus, ils tiennent, à partir de la Grèce et de la Turquie, une position de force vis-à-vis de l'Union soviétique; les I.R.B.M. (engins à portée intermédiaire) qui sont implantés dans ces deux pays suffisent, à quoi bon alors construire des fusées intercontinentales ?

De l'autre côté du « rideau de fer », la position est différente. Les savants allemands qui se sont rendus sont immédiatement employés.

La Russie stalinienne, en bute aux Occidentaux, a compris l'intérêt des grosses fusées et de leur utilisation dans un éventuel conflit. C'est la course pour rompre l'étai qui se resserre. Les savants soviétiques apprennent très vite et les Allemands sont renvoyés chez eux.

Cette fébrilité se comprend, les U.S.A. dominant. Le « Bison » et le « Bear » russes ne peuvent couvrir que la moitié du territoire américain tout au plus (1), et de surcroît il n'y a pas encore un Cuba aux portes des U.S.A.

Enfin, les plans allemands concernant le cosmos ont éveillé chez

chaque Russe de vieux rêves. Un programme ambitieux est mis sur pied.

L'ère balistique : ouverture

Nous sommes en 1957, Khroutchev fait des siennes, il menace, et pour cause. Le 4 octobre 1957, « Spoutnik I » égrene son fameux « bip-bip ». Le monde est stupéfait, l'Union soviétique détient l'arme absolue du moment.

Pourtant, cette surprise n'en est pas une pour les spécialistes américains qui avaient, grâce à leurs radars, détecté les essais soviétiques. D'ailleurs, le programme « Atlas » (14 000 km de portée) se voit accorder la priorité absolue; et le 1^{er} février 1958, « Explorer I », premier satellite artificiel américain, est placé sur son orbite.

La course à l'espace, conséquence directe des efforts fournis pour mettre au point des fusées militaires, est ouverte.

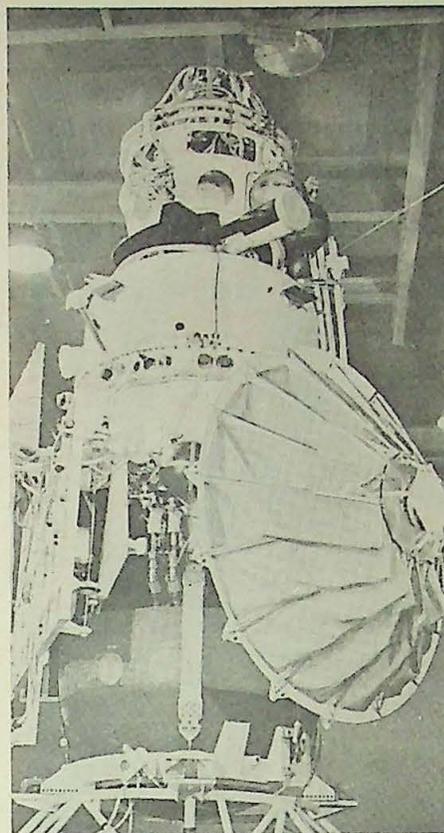
Puissance
et standardisation

Ainsi, la politique de défense détermine les programmes spatiaux des deux grandes puissances.

Les missiles soviétiques devaient, pour remplir leur mission, être capables de frapper les U.S.A. depuis l'U.R.S.S. et transporter des charges lourdes. Ils ont donc une très grande puissance. L'Union soviétique développe successivement des lanceurs capables de propulser, dès le 15 mai 1958, des engins de près de 2 tonnes (« Spoutnik III » à 1 325 kg). Deux ans plus tard, une fusée autrement plus puissante met sur orbite « Spoutnik IV » qui pèse près de 5 tonnes; l'U.R.S.S. a déjà, avec cette super-fusée, lancé « Vostok » qui, doté d'une poussée de départ de 510 tonnes, est capable de satelliser un homme dans l'espace.

Le 12 avril 1961, Youri Gagarine ouvre le chemin de l'espace à l'homme. L'expérience sera renouvelée à six reprises et toujours avec le même lanceur; bien plus, les satellites lancés par l'Union soviétique ont en commun 60 % des éléments qui les constituent.

Nous apercevons là la seconde caractéristique soviétique : la standardisation, qui assure, en même temps qu'une grande production en série (l'U.R.S.S. en est à 188 « Cosmos ») qui donne au matériel une grande fiabilité, un prix de revient réduit.



Archives

Venus IV : droit au but.

Objectif : Lune

La conquête de la Lune a toujours hanté le rêve de l'homme. Les Soviétiques le savent et, là aussi, ils sont les premiers. Moins de deux ans après « Spoutnik I », le 12 septembre 1959, « Luna II » touchait la Lune. Cette expérience technologique prend un relief important, car une autre aventure est ouverte : l'envoi d'un homme sur cette nouvelle terre de conquête.

La course est relancée par un nouvel engin soviétique, « Luna III », qui, en octobre 1959, envoie à la Terre des photographies de la face invisible de la Lune.

L'étape suivante est l'atterrissage en douceur sur le sol lunaire. Une fois de plus, c'est l'engin soviétique « Luna IX » qui réussit, le 3 février 1966, cet exploit.

Là encore, la standardisation permet de vérifier la grande fiabilité de l'électronique russe.

Ce point essentiel pour tout matériel spatial atteint son apogée avec « Vénus IV » qui, en atterrissant sur Vénus, a communiqué d'innombrables renseignements sur le sol et l'atmosphère de la planète « mystérieuse ».

Il reste à l'Union soviétique une étape capitale à réaliser : l'envoi sur la Lune et le retour sur la Terre d'un groupe de cosmonautes.

Deux méthodes opposées

Les Américains ont adopté, pour la conquête de la Lune, la solution « linéaire » d'un vol sans escales intermédiaires. Pour cela, une fusée « Saturne V » de 5 000 tonnes de poussée propulsera une masse de

près de 130 tonnes sur une orbite basse, et accélèrera près de 60 tonnes vers notre satellite naturel (2).

Les Soviétiques ont pour leur part opté pour une solution beaucoup plus sûre et, malgré le drame qui a coûté la vie à Komarov à bord de « Soyouz I », « l'Union soviétique vient de franchir l'étape capitale de son programme spatial ».

Cette étape est l'exploit du premier rendez-vous automatique des « Cosmos » 186 et 188. Elle nous permet de comprendre maintenant comment se déroulera le premier voyage lunaire soviétique.

L'expérience soviétique mettrait en œuvre trois fusées. Les deux premières permettraient d'assembler le vaisseau proprement dit qui pèserait près de 200 tonnes (les Soviétiques parlent de 500 tonnes). Il pourra donc emporter plus de carburant, de matériel électronique et d'oxygène, et déposera sur la Lune un important matériel d'observation et d'analyse.

La troisième fusée irait placer sur orbite autour de la Lune un vaisseau de type « Soyouz » pour le retour (qui aura probablement une cabine de secours solidaire).

Cette solution est astucieuse et sûre, car elle met en œuvre trois fusées déjà utilisées, donc plus fiable que la « Saturne V » énorme et totalement nouvelle. Elle limite au strict minimum les délicates opérations sur orbite lunaire et le problème de la masse de carburant est moins rigide que dans le plan américain.

Bon sens, logique, simplicité et rentabilité caractérisent le programme spatial de l'U.R.S.S.

Ces caractéristiques ont jusqu'à présent permis au lièvre soviétique de battre la tortue américaine. Parions qu'une fois de plus le mythe de la fable aura vécu. □

(1) *L'Entreprise du désarmement 1945-1964*, par M. Jean Klein. Editions Cujas.

(2) Voir article « Réplique de la NASA », T.S. n° 348.

« Bison » : 610 milles de vitesse horaire, rayon d'action 3 000 milles.

« Bear » : 450 milles à l'heure, rayon d'action 4 000 milles.

B-52 : 650 milles à l'heure, rayon d'action 6 000 milles.

B-36 : 435 milles à l'heure, rayon d'action 10 000 milles.

NOEL A LA NEIGE

du 20 décembre au 3 janvier
pour enfants

Vallais Suisse

Prix : 460 F jusqu'à 10 ans,
500 F au-dessus de 10 ans
(voyage en couchettes compris)

Ecrire à l'administration du
journal, 54, boulevard Garibaldi,
Paris (15^e) ou tél. SUF. 19-20.



Le « lion » de Hongrie.

Cinéma

10.000 soleils à l'Est

Jean Helms

Le raz-de-marée des films des pays de l'Est, présentés au Festival de Cannes, arrive à Paris. La révélation de l'année reste toujours le cinéma yougoslave. En commençant, bien sûr, par le savoureux « J'ai même rencontré des Tziganes heureux » d'Alexandre Pétrovic qui a partagé, d'une façon peut-être abusive avec « Accident » de Losey, le Prix spécial du Jury à Cannes. Mais comment ne pas être séduit par cette histoire de tzigane se débattant pour vivre, pour aimer ou tuer dans ces tonnes de plumes d'oies dont la douceur symbolise à la fois un paradis perdu l'apreté au gain de commerçants déshérités ? Quiconque a bu une coupe de vin résine dans une taverne de Plaka ou de Belgrade ne

sera pas non plus insensible à la voix chaude de Bekim Fehmiu.

Pour être moins spectaculaires, les deux films présentés à la Semaine de la Critique à Cannes, n'en avaient pas été moins remarquables. D'abord le fin « Rondo » de Zvonimir Berkovic qu'on ne semble pas avoir apprécié à Paris. L'excellente Milena Dravic y incarne une chaste épouse qui finit pourtant par se donner au partenaire de l'interminable jeu d'échecs entrepris par son mari. Ensuite « Une Affaire de cœur » dont l'affriolante affiche actuelle ne rend pas assez compte de l'humour, parfois grinçant, de son auteur : ses amants qui s'entrecroisent avec des scènes de criminologie, semblent un peu faire l'amour avec des scalpels.

Le premier sourire

Quoique irréguliers, les Hongrois se taillent encore la part du lion avec le splendide « 10.000 Soleils » de Ferenç Kosa qui va bientôt sortir aux « Luxembourg III » et dont nous avons déjà vanté ici les mérites. Mais Venise aurait été mieux inspirée d'ignorer

cette « Fin de Station » de Zoltan Fabri qui n'a ému, avec raison d'ailleurs, que l'Ambassade d'Israël. Le dégel avancé de ce film bêtement antisémite frise un faisandage que les capitalistes ne se permettent pas toujours.

Plus ancien, l'épanouissement du

cinéma tchèque n'en est que plus affirmé. Passons sur ces décevantes « Petites Marguerites » de Véra Chytilova, sous-Agnès Varda dont on aurait pu se passer. Nous ne verrons malheureusement pas ce délicat « Hôtel pour Étrangers » d'Antonin Masa qui n'a pas eu l'heur de plaire au public cannois. Par contre, on peut apprécier en ce moment l'excellent « Trains étroitement surveillés » de Jiri Menzel où un jeune contrôleur passe son temps à manquer des filles — délicieuses — avant de réussir à faire sauter un train allemand. Et de mourir avec.

Seuls dans leur genre, les Tchè-

ques continuent à mêler l'humour et la sensualité à la tragédie. C'est également le cas dans la « Nuit d'une Nonne » de Karel Kachyna, merveilleux conte de Noël d'une somptueuse écriture qui l'apparente aux films hongrois mais d'une tendresse encore inconnue sur les rives de Budapest. Tout de même, qui eut dit il y a à peine quelques années que le « pays de fer » de l'Europe de l'Est serait le premier à réapprendre à vivre. Dans ses films du moins. Le cinéma est peut-être le premier sourire d'un pays préoccupé jusqu'ici de son seul développement industriel. □

Disques à écouter

● *Louis-Ferdinand de Prusse - Quatuor.* — Le neveu du grand Frédéric de Prusse n'était pas seulement l'amateur éclairé auquel Beethoven dédia un concerto, c'était aussi un bon musicien et un grand pianiste. Toutes ces qualités sont réunies dans ce quatuor pour piano et cordes où la partie pianistique très développée se pare d'étonnantes inflexions romantiques. Un disque à ne pas manquer pour les amateurs de curiosités musicales. (1×30 cm Charlin.)

● *Dvorak : quintette en la et sonatine.* — La « Symphonie du Nouveau Monde » semble avoir éclipsé la musique de chambre de Dvorak dont Brahms faisait le plus vif éloge. Des trois disques que lui consacre l'excellent quatuor Smetana, retenons ce quintette à cause de sa saine beauté. Inspiré d'un thème ukrainien, l'andante est une pure merveille. (Voix de son Maître, 1×30 cm.)

● *Mozart : Six trios bouffes.* — Voilà un Mozart burlesque et gaillard qui dément allégrement la suave légende du doux musicien. Ces trois vocaux, écrits à la va-vite pour un petit cercle d'amis, respirent la bonne humeur. L'interprétation est à la hau-

teur de ces robustes plaisanteries. Un disque indispensable et démythifiant où passe la bonne saveur populaire à laquelle Mozart ne cessera de rendre grâce, depuis ses opéras de jeunesse jusqu'à la « Flûte enchantée ». (1×30 cm Voix de son Maître.)

● C'est un Aïda de choc qui nous est proposé avec les voix les plus puissantes du moment : Birgit Nilson et Franco Corelli au sommet de leur forme, ainsi qu'un jeune baryton qui fera parler de lui : Mario Sereni.

Aïda n'est pas seulement un des opéras les plus populaires de Verdi, c'est aussi un de ses plus beaux qui contient quelques-unes des pages les plus chantantes et les plus dramatiques du répertoire lyrique. (Trois disques en souscription jusqu'au 15 janvier - 75 F - Voix de son Maître.)

● *Bach - La Passion selon saint Jean.* — Véhémement et douloureuse comme une tragédie lyrique. On pense en l'écoutant que pour Alain la Messe était le modèle du drame musical. Quoi de plus poignant que la partie centrale consacrée au jugement du Christ ? Il y a là une intensité contenue que n'atteindront jamais ni Händel ni Wagner. Bach est bien le plus grand et Eugen Jochum lui rend toute justice avec le bel orchestre du Concertgebouwd d'Amsterdam et d'excellents solistes dont Ernst Haefliger, le meilleur évangéliste actuel. (Trois disques en souscription - 75 F - Philips.) □

SKI - HIVER 1967-1968

● CERVINIA - COURMAYEUR - SESTRIERE : 7 jours de ski comprenant : voyage avion Paris-Turin et retour; pension complète, taxes et service compris; assurance accidents, ski et tiers; tarif réduit sur remontées mécaniques.

TARIF : avant le 20 décembre et du 7 au 24 février : de 500 à 1.000 F.

Dans les mêmes conditions, séjours :

10 jours : de 600 à 1.250 F; 14 jours : de 700 à 1.550 F.

● ROUMANIE (dans les Carpates) - POIANA-BRASHOV : 14 jours. Voyage Paris-Bucarest en avion; départs toutes les semaines du 22 décembre au 24 février.

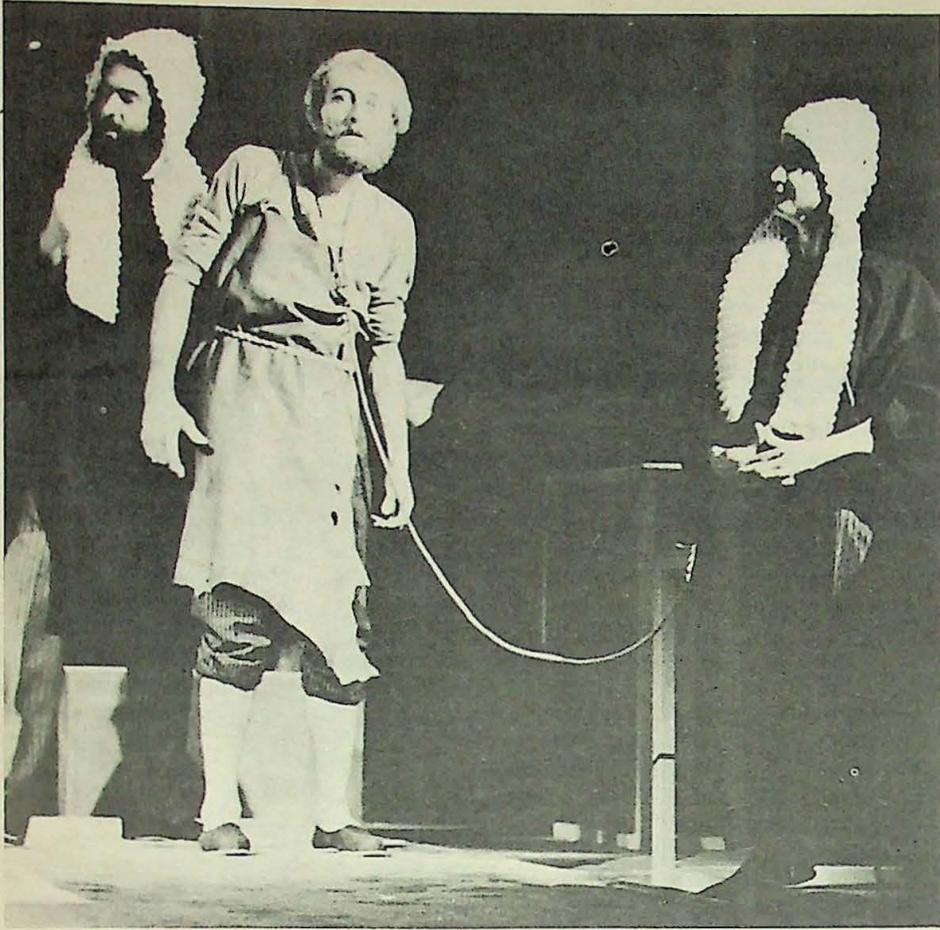
TARIF : 849 F tout compris (en dehors de ces départs, séjour à 944 F).

● A L'OCCASION DES JEUX OLYMPIQUES : vols spéciaux aller-retour :

New York, à partir de 950 F;

Mexico, à partir de 1.800 F.

RENSEIGNEMENTS : à l'administration du journal, 54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e). Tél. SUF. 19-20.



Théâtre

Le "Roi Faim"

Emanuelle Stein

Hâtez-vous d'aller le voir, car « Le Roi Faim » vit ses dernières heures au Théâtre Récamier. Serait-ce qu'en 1967 où un tiers de la population du globe meurt encore de faim certaines vérités ne seraient plus bonnes à dire ou à entendre ? Ecrite deux ans après l'insurrection manquée de 1905, la pièce de Léonid Andreiev reflète l'effervescence des esprits qui était alors à son comble dans cette Russie des Tsars, maintenue depuis des siècles dans les fers de l'esclavage.

Nous n'avons cependant guère de peine à reconnaître encore aujourd'hui ces deux mondes incommunicables qui s'affrontent sous nos yeux ; leurs traits ne sont-ils pas de tous les temps ? Voyez d'un côté cette bourgeoisie médiocre, poltronne, égoïste, bornée, frivole, qui ne tient debout que par la raideur de ses corsets, de ses faux-cols, ses préjugés et son hypocrisie, mais qui ne tardera pas à tomber tel un arbre intact et sain d'apparence, rongé à l'intérieur par les termites de ses tares secrètes. De l'autre, les éternels maudits de Dieu, le peuple écrasé qui se débat dans la nuit de son ignorance, de son désespoir et de son abandon, comme une chauve-souris cognant aux murs d'un cachot obscur, et qui ne possède pour seule issue en ce bas monde,

que le crime, le vice ou la déchéance. Monde à la Daumier, à peine éclairé par des luciers de soupirail ou les lanternes sourdes des meneurs d'émeute.

Le tragique à ce degré n'est jamais mieux servi par la satire. Et pour mieux éclairer son propos l'auteur charge l'action jusqu'à la farce bouffonne, réduit la psychologie des personnages en les haussant au rang d'archétypes, par la bouche desquels il peut en toute liberté dénoncer ses vérités inconfortables.

Le style néo-expressionniste de la mise en scène — qui n'est pas sans évoquer le climat esthétique de l'époque — accuse cette volonté caricaturale. Pierre Debauche a su imprimer à la pièce un rythme qui ne faiblit pas un seul instant, emportant dans son mouvement allègre les acteurs qui jouent avec un brio irrésistible et une cohésion qu'on devine obtenue par une rigoureuse discipline. L'ingéniosité et la mobilité des décors s'apparentent à l'art de la prestidigitation : il suffit de quelques éclairages habiles, d'échafaudages en bois légers et d'une trompette de jazz pour suggérer tour à tour un tribunal, un bouge dans les bas-fonds, et le pillage d'une ville en ruines.

Le style nerveux, incisif de la mise en scène pleine de mordant per-

met à la *vis comica* du texte d'explorer dans toute sa redoutable efficacité.

Spectacle hautement roboratif et tonique, grâce au remarquable travail d'équipe des comédiens et d'un metteur en scène *habité* par le Théâ-

tre, au service d'une pièce qui, après 60 ans, conserve intacte toute sa corrosive virulence. □

Théâtre Récamier, 3, rue Récamier, Paris (7^e). Tél. : 548-63-81 (métro Sèvres-Babylone).

Livres

Autonomie de la Guadeloupe

Pierre Regnier

Quand, le 26 mai 1967, une répression policière fait 8 morts (officiellement, le double selon d'autres sources) parmi des grévistes de Pointe-à-Pitre, quand les Guadeloupéens sont condamnés dans leur pays à des peines de un à quatre ans de prison et 25 autres transférés et emprisonnés à Paris (dont 10 non encore relâchés), quand, dans ce contexte, le ministre des D.O.-M. déclare préférer aux idées d'indépendance et d'autonomie l'idée de liberté, il est évidemment difficile de le croire. Par contre, beaucoup de Français pensent encore que, sincèrement appliquée, la départementalisation pourrait permettre à la Guadeloupe de résoudre ses problèmes. A ceux-là le livre de Laurent Farrugia, professeur de philosophie à Basse-Terre, vient rappeler que « considérer le malaise antillais comme une crise passagère dont la solution serait simplement dans une augmentation des crédits est faire preuve d'une vision cavalière, de beaucoup de cynisme et de bien peu de compréhension » et que « assimiler signifie rendre semblable en droit pour maintenir une domination de fait ».

Certes Farrugia sait qu'il ne suffit pas non plus d'appliquer à un archipel de 1780 km² des textes que Frantz Fanon écrivit pour un continent (2) pour que s'effectue la décolonisation ; mais il sait aussi que la colère et l'impatience sont légitimes chez le colonisé.

Le problème, l'auteur ne le perd jamais de vue, ce n'est pas seulement de produire plus et de créer des industries, pas seulement de transformer l'économie guadeloupéenne actuellement contrôlée par des étrangers (même quand ils appartiennent à la « même nation ») en économie

au service de la Guadeloupe, mais aussi d'effectuer cette transformation, d'abord, au profit de ceux qui mènent encore aujourd'hui une existence très peu différente de celle de leurs ancêtres les esclaves. C'est pourquoi l'auteur précise que la Guadeloupe autonome devra choisir le socialisme.

Pour ma part, j'ai trouvé que le livre ne rapprochait pas assez le combat guadeloupéen de ceux des autres D.O.-M., au point qu'un lecteur superficiel pourrait supposer que la Martinique, elle, est décolonisée (puisque des Martiniquais sont, aux côtés des « Blancs-payés » et des monopoles métropolitains parmi les exploités de la Guadeloupe).

Mais, à tous ceux qui veulent s'informer vraiment sur la Guadeloupe, ce livre sera précieux.

C'est sans doute la raison pour laquelle la police empêche actuellement l'auteur de prendre possession des exemplaires de son ouvrage bloqués au port à l'arrivée en Guadeloupe. Empêcher de voir les choses telles qu'elles sont est le meilleur moyen d'action de ceux qui pratiquent une mauvaise politique. □

(1) Imprimé en France et édité par l'auteur en Guadeloupe.

(2) Il ne s'agit pas ici de « Peau noire, masques blancs » (1952, réédité en 1965 aux éditions du Seuil et qui peut au contraire aider à comprendre les Antilles).

- On lira également avec profit :
- « Discours sur le colonialisme » par Aimé Césaire (éditions Présence Africaine, 1955).
 - « Contacts de civilisations en Martinique et en Guadeloupe » par Michel Leiris (édi. Unesco 1955, réédité en 1961).
 - « La Guadeloupe » par Henri Bangou (éditions du Centre, 1963).
 - « Ile fédérée française de la Martinique » par Gilbert Gratiand (éditions Louis Soulanges, 1961).

A lire

FRANCE

- Edgar MORIN : *Commune en France, la métamorphose de Plodémet* - Fayard - 287 p., 23,78 F.

Edgar Morin se livre à un exposé chirurgical d'une petite commune de France en

pays bigouden (sud Finistère). A travers les métamorphoses de Plodémet, l'auteur tente de retrouver les grandes lignes de la mutation française. Nous reviendrons sur ce livre important.

- Jean BERNARD : *La France et le marché mondial* - Le Seuil, coll. Société.

Les développements du Marché commun, les problèmes du commerce international rendent ce petit livre indispensable à tout militant désireux de faire le point sur une affaire capitale mais souvent complexe.

Agriculture

Malaise régional et socialisme

(suite de la page 1)

promotion. Encore faut-il dessiner cette « voie paysanne du socialisme », dire comment les agriculteurs peuvent s'assurer la maîtrise de leur activité professionnelle, dans toutes ses implications.

C'est à cela peut-être que peut servir une analyse régionale des données et des processus économiques.

France riche et France pauvre

D'abord, prolongeant le nécessaire courage, il faut bien dire la vérité sur le malaise agricole. Il n'est pas partout en France d'une même gravité. Le territoire présente une zone d'agriculture riche, adaptée aux conditions modernes de production et de commercialisation. On peut la dessiner sur la carte : l'ensemble Nord, Picardie, Haute Normandie, Centre, Champagne, Région parisienne. Une zone d'un seul tenant, la capitale en son milieu. Ce qui ne veut pas dire que les agriculteurs y soient de simples profiteurs du déséquilibre national, ni même qu'il n'y ait pas dans ces régions des îlots de sous-développement et des cas misérables. Il ne faut pas non plus se hâter, selon une simplification que les faits peuvent contredire, d'accuser la seule concentration capitaliste qui aurait réussi ici et non ailleurs. Certes, la concentration capitaliste est dans cette zone plus remarquable, mais on y trouve aussi d'authentiques paysans, dont le dynamisme honore la profession.

Cependant, les chiffres sont là. Cette zone, globalement considérée, n'a que 18 % de la population agricole française, mais présente 24 % de la surface agricole utile de la France et s'assure 30 % du revenu agricole national.

D'autres chiffres expliquent le déséquilibre : ceux qui concernent le niveau technique, 170 kg en moyenne d'engrais à l'hectare, la moyenne française étant de 89 kg; ceux qui concernent la productivité, le Nord produisait, en 1962, 15.100 F de valeur ajoutée par actif agricole et 1.920 F de valeur ajoutée par ha, alors que la moyenne française était de 8.200 et 910 F.

Voilà la grande région française qui, pour des raisons historiques analysables, mais sur lesquelles nous ne nous attarderons pas, selon des schémas d'évolution que sans doute le socialisme ne permettrait pas, mais qui enfin ont réussi, a fait sa révolution agraire. Elle est la seule,

en France, qui approche des normes compétitives dans une optique d'Europe capitaliste.

Le reste de la France, avec bien des cas particuliers et une complexité de situations due aux différences de structures sociales et aux spécialisations heureuses ou malheureuses, et une zone d'ombre du Marché commun agricole.

Le déséquilibre ainsi mis en lumière s'aggrave sous nos yeux avec une logique de développement qui n'a rien de surprenant, qui est la simple rançon du système économique : de 1955 à 1962, pendant que la Picardie passait d'un indice de base 105,9 (indice 100, 1954) pour le revenu agricole régional, à l'indice 160,5, l'Aquitaine passait de 105 à 79,7, le Midi-Pyrénées à 94,5. Si l'on envisage le revenu agricole par actif, entre 1954 et 1952, on passe de 165,2 à 197,1 F en Picardie et de 74,3 à 63,4 F en Aquitaine.

On voit s'établir les seuils de misère, se dessiner les mouvements d'abandon du sol. Tenons compte de l'accélération provoquée par l'appel du capital au capital, sans qu'aucun barrage soit installé à l'intérieur d'un territoire administrativement homogène : on s'aperçoit que la concentration capitaliste est aussi une concentration géographique, en agriculture comme en industrie. C'est ainsi que la Bretagne, qui avait réussi entre 1955 et 1962 à faire progresser son revenu agricole (de 101,2 à 137,8), a subi depuis lors un certain nombre de ponctions. Actuellement, la culture des petits pois fuit la Bretagne pour se rapprocher de Paris, dans le mouvement des usines de conserverie.

Le vide agricole se crée en accord d'ailleurs avec le vide industriel. Le capitalisme tend inéluctablement, selon un calcul de rentabilité, à constituer ces « complexes agro-industriels, à l'image des plaines betteravières entourant sucreries et distilleries » dont parle *Objectif 72*.

Face à cette logique, la revendication est apparue dans les milieux paysans d'actions équilibrantes, au niveau financier. Ainsi apparaissait du même coup la revendication régionale. Mais il y a quelque naïveté à croire que ces actions, imposées, comme un réformisme de prudence, au capitalisme par le truchement de l'Etat puissent jamais être déterminantes.

En fait, jamais le capitalisme, engagé dans le processus difficile de la construction économique européen-

ne, n'acceptera de sacrifier les pôles de croissance déjà en place au bénéfice de régions quémandeuses. Tout ce qu'il peut humainement proposer, c'est un « reclassement » du personnel rural jeune dans les régions promues, et présenter cette solution comme un pis-aller, sinon comme un mieux-être!

Mais on voit comment ce déplacement de population lui permet déjà de jouer sur le marché de l'emploi.

Quatre-vingt pour cent de paysans français doivent se convaincre qu'ils sont en train de devenir une masse de manœuvre économique, et perdre ainsi toute timidité dans la mise en accusation du système, dont ils ne sont aucunement les alliés.

L'Europe du sucre et du blé

La prospérité de la zone de France qui entoure Paris tient en grande partie à sa spécialisation en cultures qu'on dit d'avant-garde, pour leur technicité, ou de base, pour le rôle qu'elles jouent dans l'économie moderne : 63,2 % du blé tendre français, 58,1 % de l'orge, 26,9 % du lait, 90 % du colza.

Avec ces productions, elles sont entrées en Europe. Car ce n'est pas seulement la France qui a signé les accords de Bruxelles, mais en même temps qu'elle, toutes ses régions dont les déséquilibres sont passés à une autre échelle.

Nous retrouvons la logique : une nouvelle fois, les pôles de croissance seront favorisés, confondus avec les productions préférentielles. Les prix européens, fixés en décembre 1964, devenus applicables en 1967, valent aux producteurs de blé une augmentation de revenu brut de 45 %, aux producteurs d'orge une augmentation de 50 %.

Le FORMA est là pour soutenir les prix. Mais non tous les prix. Des choix sont opérés : 150 milliards d'AF sont inscrits pour les produits laitiers. Les productions dont la fragilité est accrue sont le maïs, les fruits, le vin.

Il semble que l'option soit sectorielle seulement si l'on se fie aux statistiques officielles. Sur le terrain, ressentie par les agriculteurs, elle apparaît régionale.

Et l'on ne peut vraiment pas dire que ce soit pour la santé économique globale de l'Europe : le Marché commun soutient le blé, pour lequel est prévu un excédent de 100 millions de quintaux; il défavorise le maïs, dont le déficit prévisible est de 60 millions de quintaux.

Les puissances sont en place. Elles n'abandonnent pas leur puissance. Les viticulteurs méridionaux s'aperçoivent et prouvent par leur action désespérée que le pouvoir économique n'est plus entre leurs mains. Ils s'éveillent, à l'heure où l'investissement colonisateur a pé-

nétré si profondément le commerce du vin que le contrôle de leur production leur échappe « à la sortie ».

Action paysanne

Si l'on n'a pas la vision claire des responsabilités du système économique, en somme si l'on n'a pas à son service une analyse socialiste élémentaire, on en est réduit à ce que l'on voit : une pression violente sur la décision gouvernementale, pour un motif grave, mais accidentel (l'importation de vin africain), et qui risque d'être sans lendemain; un recours à l'Etat considéré à la fois comme Providence et comme coupable essentiel; une condamnation brutale de l'Europe. Conscience révolutionnaire et révolte réactionnaire se croisent dans une situation explosive.

A un degré avancé de réflexion, chez les responsables agricoles, on commencera à percevoir une ligne d'évolution qui favorise la déstructuration des régions malades : malgré une mobilisation officielle des études, le budget 1968 de l'Agriculture ne réserve que ses 3,8 % à la modernisation des structures; le FEOGA accordera 25 % de ses ressources à cette modernisation, dans le cadre européen, c'est mieux... mais 75 % à l'aide aux produits agricoles, qui fonctionne comme on l'a vu.

Alors, pourquoi ne pas orienter la réflexion et l'action dans le sens que révèle la prise de conscience à sa limite de clarté ?

Si le malaise agricole est un malaise régional essentiellement, la solution ne peut être que régionale, régionale-socialiste, pensons-nous.

L'industrialisation régionale, qui devrait être en tête des revendications agricoles, la création régionale d'emplois, la promotion scolaire et l'utilisation sur place des cadres ainsi formés, l'éveil culturel régional capable de rendre aux pays relégués leur créativité : tout cela constitue un ensemble, la promotion régionale.

Comme moyen initial, la citoyenneté économique régionale. C'est aux paysans surtout qu'actuellement elle peut donner de vraies armes pour réduire leur malaise.

Les socialistes devraient s'en persuader en même temps que les agriculteurs : car le processus de mise en place de pouvoirs régionaux est un processus de lutte contre le désordre capitaliste.

De cette façon, on peut croire qu'aujourd'hui il y a de grandes chances pour une prise de conscience socialiste dans les régions sous-développées, dans ces zones d'opinion dangereuse, et dans le monde agricole, sommé de trouver son salut. Pourvu cependant qu'on sache faire tomber les préventions paysannes traditionnelles, et pourvu qu'on aille vite. □